

NOUS PRENONS PARTI POUR UNE SUISSE SOLIDAIRE

PROGRAMME DU PARTI SOCIALISTE DU VALAIS ROMAND

pour les élections fédérales 2023



TABLE DES MATIÈRES

	Introduction	Page 3
1	Nous prenons parti pour une vie digne	Page 4
1.1	Pour renforcer le pouvoir d'achat	Page 4
1.2	Pour développer l'État social	Page 6
1.3	Pour améliorer les conditions de travail	Page 7
2	Nous prenons parti pour un cadre de vie de qualité	Page 8
2.1	Pour établir un système de santé solidaire	Page 8
2.2	Pour créer un tourisme d'avenir	Page 10
2.3	Pour lutter contre la crise climatique et garantir la sécurité d'approvisionnement	Page 11
3	Nous prenons parti pour une société égalitaire	Page 13
3.1	Pour garantir l'égalité entre les genres	Page 13
3.2	Pour rendre la fiscalité plus solidaire	Page 14
3.3	Pour mettre fin à toutes les discriminations	Page 15
3.4	Pour donner une place à toutes et tous	Page 17

INTRODUCTION

La Suisse est un pays riche. Pourtant, en 2020, plus de 720 000 personnes étaient touchées par la pauvreté en Suisse, et 1,3 million de personnes étaient considérées comme menacées de l'être. Les fins de mois restent difficiles pour un trop grand nombre de personnes. Le renchérissement actuel pèse de plus en plus lourd sur le budget des ménages. Les salaires et les rentes stagnent, voire régressent. Les bénéfices des grandes entreprises augmentent, et les actionnaires s'enrichissent de plus en plus. La pharma prospère, mais les coûts de la santé explosent. Le personnel soignant est sous pression. Les emplois précaires se multiplient, la flexibilisation et la dérégulation sont les mots d'ordre d'une droite politique qui a abandonné la population. La crise climatique menace notre planète, et pousse d'innombrables personnes sur les chemins de la fuite partout à travers le monde. L'égalité est loin d'être atteinte, les discriminations basées sur le genre, l'orientation sexuelle, les croyances, l'origine, la couleur de peau ou la condition sociale sont encore loin de disparaître. Les personnes pauvres sont exclues de la société.

Face à ces crises multiples, nous prenons parti pour une Suisse solidaire. Nous prenons parti pour une vie digne, pour renforcer le pouvoir d'achat et l'état social. Nous prenons parti pour un cadre de vie de qualité, pour un système de santé qui soit solidaire, pour protéger le climat, pour garantir notre approvisionnement énergétique de manière sûre et durable. Nous prenons parti pour une société égalitaire, pour mettre fin à toutes les discriminations et pour une fiscalité juste.

Nous en sommes convaincu-es : il faut garantir des recettes solides aux pouvoirs publics pour financer un réseau de services publics au service de toutes et tous. Qu'il s'agisse de la santé, de la mobilité, des services administratifs, de l'énergie, il faut plus de public, et moins de privé. Le modèle économique actuel doit être dépassé. Nous nous engageons pour transformer l'économie vers plus de démocratie et de justice sociale, pour que les travailleuses et les travailleurs ne soient plus une main-d'œuvre taillable et corvéable à souhait, et que les moyens de production leur appartiennent.

Cet engagement se concrétise dans notre action politique, sur le plan communal, cantonal et fédéral, dans les institutions et dans la rue. Dans les gouvernements et dans les parlements. Il aspire à une société plus solidaire, plus égalitaire et plus écologique. Il vise à proposer un avenir digne d'être vécu à la population. C'est pourquoi nous mènerons campagne en 2023.

Le Parti socialiste du Valais romand propose, à travers ce programme, une liste de mesures pour concrétiser sa vision politique. Ce programme ne vise pas à être exhaustif, mais à mettre en avant par quels moyens concrets la politique peut agir pour améliorer le quotidien des gens en Suisse. Les pistes ne manquent pas — mais pour le faire, une politique plus à gauche, plus progressiste, et résolument plus socialiste, est nécessaire.

NOUS PRENONS PARTI POUR UNE VIE DIGNE

Depuis ses origines, le Parti socialiste a toujours proposé des solutions collectives et solidaires pour lutter contre les inégalités grandissantes et pour de meilleures conditions de travail. Dans notre vision, l'économie doit être au service de la population et non l'inverse ; le travail est une activité sociale permettant de s'intégrer dans la société et de développer des compétences, et non simplement d'enrichir les actionnaires des grandes entreprises au détriment de sa propre santé.

Nous refusons un monde où l'individualisme et le chacun pour soi font loi, un monde capitaliste à deux vitesses où une poignée de multinationales et de milliardaires voient leurs bénéfices exploser tandis que la population doit se serrer la ceinture. Nous prenons parti pour renverser cette tendance et tacler les causes de la pauvreté à tous les niveaux. Cet engagement passe nécessairement par une amélioration des conditions de travail de l'ensemble des travailleuses et travailleurs. C'est pourquoi nous défendons l'introduction d'un salaire minimum, la réduction du temps de travail, la reconnaissance des invalidités psychiques au travail ou encore le passage à six semaines de vacances par année.

Les riches sont de plus en plus riches alors qu'une personne sur six est menacée par la pauvreté dans notre pays. À l'heure où les inégalités ne cessent de se creuser, nous prenons parti pour une société plus juste et plus solidaire. D'une part, les primes maladie, les places en crèche, les loyers exorbitants et les coûts des transports menacent le budget des classes populaires et moyennes ; nous proposons des solutions concrètes et réalistes pour plafonner ces coûts. D'autre part, les salaires et rentes AVS stagnent et leur valeur réelle diminue en raison de l'inflation : nous voulons les revaloriser pour assurer une vie digne à tout un chacun.

Pour renforcer le pouvoir d'achat

La Suisse est riche. Malgré cela, les fins de mois restent difficiles pour un grand nombre de personnes. La vie est de plus en plus chère, les primes d'assurance-maladie augmentent sans cesse alors que les salaires et les rentes AVS et ne suivent pas. L'augmentation du coût de la vie frappe les ménages de plein fouet. Tout le monde devrait pouvoir bénéficier de la prospérité de notre pays. Mais nous en sommes encore loin : seule une minorité de privilégié-es voit sa situation s'améliorer, alors que tout le reste de la population voit la sienne se dégrader. Nous prenons parti pour inverser cette tendance, par le renforcement du pouvoir d'achat.

Environ 60 % de notre performance économique provient de la consommation des ménages privés. Du point de vue du PS, la protection du pouvoir d'achat des ménages modestes et de la classe moyenne donc une priorité absolue. Renforcer le pouvoir d'achat, c'est aussi renforcer l'économie locale.

Nous voulons :

- **Indexer les rentes et les salaires :** les rentes LPP, les salaires et toutes les indemnités doivent être indexés à l'inflation pour empêcher le salaire réel de diminuer.

Travailler autant, voire plus, et gagner moins n'a pas de sens dans une société prospère où les gains de productivité ont explosé.

- **Plafonner les primes d'assurance-maladie (10 %) :** au cours des 20 dernières années, les primes d'assurance-maladie ont plus que doublé, ce qui ronge le pouvoir d'achat. Avec notre initiative d'allègement des primes, nous voulons qu'aucun ménage ne consacre plus de 10 % de son revenu pour payer les primes d'assurance-maladie.
- **Instaurer un salaire minimum :** s'engager en faveur d'un salaire minimum est essentiellement un combat pour la dignité des travailleuses et des travailleurs. Il est particulièrement insoutenable d'admettre qu'au sein d'un pays riche, des personnes travaillant à 100 % ne parviennent pas à joindre les deux bouts en fin de mois. Certaines d'entre elles doivent même, en dernier recours, demander l'aide sociale. Comment tolérer que les impôts de la population subventionnent indirectement les entreprises qui versent de si bas salaires ? En outre, les salaires minimaux légaux priment sur les salaires conventionnels le cas échéant.
- **Renforcer l'AVS pour mieux vivre à la retraite :** il faut prioriser et renforcer le 1^{er} pilier, garant de la retraite par répartition. Après une vie professionnelle astreignante, les travailleuses et les travailleurs, qui ont contribué à la prospérité de notre pays, doivent pouvoir vivre dignement. Il faut notamment revoir l'équilibre entre le 1^{er} et le 2^e piliers, par exemple en transférant des points de cotisation de la LPP vers l'AVS. Cela renforcerait la prévoyance solidaire sans augmenter la charge sur les employeurs et les employés.
- **Rendre les places de crèche abordables et disponibles :** aujourd'hui, de nombreux parents n'ont pas les moyens de faire garder leurs enfants dans une structure d'accueil. En conséquence, les femmes, en particulier, abandonnent tout ou partie de leur travail, ce qui se traduit à terme inévitablement par des salaires et des rentes plus faibles. La Suisse est la lanterne rouge européenne en matière de financement de l'accueil extrafamilial des enfants. En moyenne, les pays de l'OCDE dépensent 0,8 % du PIB pour la tranche d'âge de 0 à 3 ans, les pays scandinaves jusqu'à 2 % et la Suisse seulement 0,1 %. Le projet de loi de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national pour un subventionnement fédéral doit aboutir. L'initiative pour les crèches du PS permettra de maintenir une pression sur l'Assemblée fédérale. Les familles doivent pouvoir disposer de places d'accueil suffisantes là où elles se trouvent, afin de favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. En outre, la participation financière des pouvoirs publics doit augmenter, afin que les tarifs correspondent à la capacité économique des parents.

Nous nous engageons également pour :

- **Protéger les locataires contre les loyers abusifs :** au cours des quinze dernières années, les loyers ont augmenté de 36,2 % de plus que ce qui est autorisé par la loi. Rien qu'en 2021, 10,5 milliards de francs ont été redistribués sans prestation des ménages locataires vers les propriétaires immobiliers : 380 francs ont ainsi été payés en trop par mois et par ménage. Le PS demande une obligation de révision périodique du rendement sur les revenus locatifs des immeubles d'habitation afin de garantir le respect de la loi. Cette situation touche également le Valais qui compte 46 % de locataires. Pour favoriser la transparence, il s'engage pour l'introduction de la formule officielle partout en Suisse pour communiquer le loyer initial dans les communes du canton où le taux de logements vacants passe en dessous des 1,5 %.
- **Étendre l'offre de logements abordables :** alors que les loyers ont explosé, le nombre de logements d'utilité publique a diminué. Il manque une politique du

logement cohérente, promouvant des logements attrayants et abordables dans les régions de montagne notamment. Le PS demande à la Confédération de se doter d'une politique du logement cohérente et sociale, et d'encourager l'offre de logements à loyer modéré.

- **Protéger les classes moyennes et populaires du renchérissement :** si le renchérissement continue d'augmenter dans les prochains mois, des mesures de protection plus étendues seront nécessaires pour la population en général. Dans le scénario d'un renchérissement exceptionnel de plus de 5 % pour les principaux biens de consommation, le PS demande l'introduction d'un « chèque fédéral » : un montant fixe alloué pour soulager les ménages des classes moyennes et populaires et compenser la hausse des prix.

Pour développer l'État social

Un monde plus désirable et plus humain, voilà des valeurs que porte le PS. Nous proposons un avenir où tout le monde peut s'épanouir pleinement, à l'abri du besoin. Pour affronter les défis de la précarisation grandissante des classes moyennes et la paupérisation des personnes déjà fragilisées, des assurances et des prestations sociales universelles, généreuses et recouvrant toutes les étapes de la vie sont indispensables ! Le Parti socialiste prend parti pour des offensives massives dans le domaine des assurances et des prestations de l'État.

Nous voulons :

- **Mettre le système de santé en mains publiques :** les privatisations et l'orientation vers les profits du système de santé ont des conséquences catastrophiques sur le personnel soignant et la qualité des soins. Des hôpitaux en mains publiques garantiront l'accès de toutes et tous à des soins appropriés. En ce sens, il faut introduire en Suisse une véritable législation de santé publique, en complément de la LAMal.
- **Élargir les allocations d'études :** nous voulons un élargissement du système qui détermine les bénéficiaires d'allocation d'études et l'augmentation des montants alloués pour permettre à tout un chacun de terminer sa formation dans les meilleures conditions.
- **Une 13^e rente AVS :** la précarité des personnes âgées est une réalité qu'il faut combattre. Un moyen efficace de redonner du pouvoir d'achat à nos aîné-es est l'instauration d'une 13^e rente AVS. Une initiative que nous soutenons a été lancée en ce sens par l'USS.
- **Instaurer une assurance générale du revenu :** la création d'une assurance générale du revenu pour remplacer et renforcer l'ensemble des assurances et prestations sociales de manière efficace et à moindre coût.

Nous nous engageons également pour :

- **Baisser l'âge de départ à la retraite :** le Parti socialiste revendique la diminution de l'âge légal de départ à la retraite ainsi que la priorisation et le renforcement du 1^{er} pilier.

En outre, un accès simplifié à la retraite anticipée doit être accordé afin que les personnes ayant des métiers difficiles puissent protéger leur santé.

- **Améliorer les rentes du 2^e pilier :** la réforme du 2^e pilier telle que décidée par le Parlement entraîne une péjoration des rentes pour les personnes disposant de bas et moyens revenus. Cela est particulièrement vrai pour les femmes. Nous mènerons campagne contre toute détérioration des rentes, pour que la retraite ne soit pas synonyme de pauvreté.
- **Améliorer les salaires et les conditions de travail dans la santé :** il existe un besoin urgent d'action en faveur de l'amélioration des conditions de travail du personnel de la santé, mis en exergue par la crise du COVID : horaires interminables, personnel épuisé, en sous-effectif... Les applaudissements ne suffisent pas, il faut de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail pour que nos hôpitaux continuent à jouer leur rôle et à protéger la population. Impliquer le personnel dans les prises de décision est également nécessaire, car les personnes actives sur le terrain connaissent les besoins réels de leur profession.
- **Diminuer le temps de travail sans baisser les salaires :** la productivité n'a cessé d'augmenter durant les dernières décennies. Les conditions de travail n'ont pas suivi. Les gains de productivité doivent enfin profiter à celles et ceux qui créent la valeur, et non aux actionnaires des grandes entreprises. Notre société doit tendre à une diminution du temps de travail sans baisse de salaire.
- **Lutter contre le dumping salarial :** les mesures mises en place dans le cadre de la libre circulation des personnes doivent être maintenues et étendues, afin de protéger les travailleuses et travailleurs dans notre pays contre le dumping salarial.
- **Récolter des données sur la pauvreté en Suisse afin de mieux la combattre :** alors que le Conseil fédéral et le Parlement viennent de décider, en 2022, la réalisation d'un monitoring sur la pauvreté par l'OFAS, cette décision est contestée et le Conseil fédéral pourrait décider d'y faire des économies. Nous nous engageons pour que la Confédération puisse rester active dans ce monitoring en poursuivant le travail de la plateforme nationale de prévention de la pauvreté. Des données solides sont nécessaires pour prendre des mesures urgentes pour les groupes de population les plus fragilisés, comme les familles monoparentales.
- **Lutter efficacement contre le travail au noir :** en introduisant un badge personnel permettant d'améliorer le contrôle des activités sur les chantiers de construction, le Valais a fait office de canton précurseur dans la lutte contre le dumping salarial et le travail au noir. Nous voulons étendre ce système à l'ensemble du pays.

Pour améliorer les conditions de travail

Le marché du travail est en perpétuelle adaptation, néanmoins, un paradigme demeure : le travail représente toujours une partie essentielle de la vie pour la plupart des adultes. En effet, il fournit la base matérielle de la vie quotidienne. Celui-ci fournit la base matérielle de la vie quotidienne et, correctement rémunéré, constitue un moyen de lutter de manière durable contre la pauvreté et d'assurer l'autonomie. De ce fait, le travail correctement rémunéré est le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté et représente la condition essentielle d'une vie autonome. Il en résulte un droit fondamental au travail, que nous défendons et réclamons. Or, ce droit au travail n'est actuellement pas réalisé en raison notamment d'un marché du travail dans lequel les aspirations des individus ne sont pas toujours satisfaites.

Le Parti socialiste est le représentant politique des salarié-es. Il lutte pour des salaires équitables, pour un rapport équilibré entre le travail et les loisirs, pour la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, pour des places de travail en faveur des personnes qui sont désavantagées pour une raison ou pour une autre, qui n'ont pas accès à la formation, qui sont peu formées ou qui souffrent d'autres déficits dans ce domaine. Il s'engage pour la formation et le perfectionnement et pour des assurances sociales solides, qui octroient un revenu compensatoire couvrant les besoins existentiels. Le travail est en outre la principale source de création de valeur ajoutée sur le plan économique. Malheureusement, ce fait est, jusqu'à maintenant, trop souvent écarté dans le fonctionnement des entreprises. Le Parti socialiste veut changer cela, en démocratisant l'économie et en renforçant la position de négociation des salarié-es.

Nous voulons :

- **Mieux redistribuer les richesses :** la valeur est créée par les travailleurs et les travailleuses, pourtant ces dernières n'en profitent pas. Nous voulons une meilleure répartition des gains de productivité. Nous voulons plafonner les salaires au sein des directions des anciennes régions fédérales, et limiter l'écart salarial dans le secteur privé à 1:12.
- **Développer l'assurance-chômage :** elle doit offrir un filet de sécurité solide à toutes les personnes sans travail, garantir le revenu et veiller à ce que celles et ceux qui le souhaitent puissent trouver un emploi décent, par le biais d'une politique active de promotion du travail.
- **Passer à six semaines de vacances par année :** nous travaillons pour vivre et non l'inverse. Le temps libre et l'épanouissement personnel sont des éléments indispensables à une société saine.
- **Protéger les gens des souffrances psychiques au travail :** les souffrances liées aux invalidités psychiques sont encore sous-estimées et invisibilisées. Nous voulons accompagner les personnes qui en souffrent, notamment par des projets de prise en charge.

Nous nous engageons également pour :

- **Mettre un terme à la flexibilisation à tout prix :** depuis quelques années, la flexibilisation est de plus en plus utilisée dans le marché du travail. Or, ces nouvelles formes de travail mènent invariablement à une précarisation. Les nouvelles formes de travail doivent être encadrées par le droit et des sanctions doivent être prises en cas d'abus.
- **Développer l'offre de formation professionnelle et continue avec une validation des acquis :** dans un monde qui va toujours plus vite et dans lequel nous changeons plus souvent de travail, la validation des acquis est un outil indispensable. Nous souhaitons le développer pour permettre encore plus de synergies. Nous voulons aussi réviser la loi fédérale sur la formation continue pour qu'elle devienne plus ambitieuse et dynamique, afin que ses buts soient atteints.
- **Améliorer les conditions de travail des apprenti-es :** la formation duale proposée par l'apprentissage est reconnue et vantée. À présent, les conditions de travail et d'apprentissage des jeunes personnes doivent être améliorées afin que de leur assurer une entrée digne dans le monde du travail. Nous voulons une meilleure instruction des apprenti-es sur leurs droits, l'instauration d'un salaire minimum ainsi qu'une indexation annuelle à l'inflation. De plus, nous voulons une formation complète pour les formateur-trices sur le harcèlement et les violences psychiques et psychologiques ou

encore une augmentation du nombre de conseiller-ères en formation professionnelle pour assurer un suivi de qualité.

- **Renforcer la démocratie économique :** nous nous engageons à modifier le droit des sociétés et celui de la participation des employés, afin d'instaurer la démocratie économique au sein des entreprises d'une certaine importance. Cela passe par la participation des travailleurs aux décisions de l'entreprise, notamment en termes d'orientation et d'organisation.
- **Limiter le travail temporaire :** il est urgent d'encadrer le travail temporaire. Celui-ci doit être limité à 5 % sur les chantiers publics et parapublics et à 10 % sur les chantiers privés.

NOUS PRENONS PARTI POUR UN CADRE DE VIE DE QUALITÉ

Le canton du Valais compte parmi les siens certains des plus beaux paysages du monde. Malheureusement, ceux-ci ne sont pas assez protégés actuellement. La Lex Weber n'a pas assez produit d'effets, le bétonnage et le nombre de constructions atteignant des sommets jamais atteints. La préservation de ces espaces naturels et leur valorisation à travers un tourisme décarboné représentent un cadre de vie plus agréable pour l'ensemble de la population valaisanne mais également de grandes opportunités économiques pour notre canton. Le développement d'un tourisme quatre saisons et neutre en bilan carbone doit être une priorité. Pour y parvenir, l'expansion, la décarbonation et la gratuité du réseau de transports publics sont des nécessités absolues. Les liaisons câblées plaines-montagnes sont un des exemples de mode de transport non polluant, efficaces et apportant une plus-value touristique que nous devons soutenir. Ce développement touristique ne doit pas se faire à n'importe quel prix : les conditions de travail et les salaires des branches des transports, de l'hôtellerie et de la restauration doivent être revalorisées.

Des services publics au service de la population complètent notre engagement pour un cadre de vie sain. Les crises que nous avons traversées nous l'ont montré, des services publics forts sont un atout pour notre pays. Non seulement ils permettent à notre collectivité de surmonter les périodes d'incertitudes mais ils garantissent également que chacune et chacun ait accès à une formation de qualité, à des soins appropriés ou encore à une retraite digne. C'est pourquoi nous prenons parti pour soutenir les services publics telles que la mise en œuvre rapide de l'initiative sur les soins, la mise en place d'une caisse maladie unique et publique ou encore le renforcement de notre système de santé.

Des investissements importants sont requis pour financer le développement des services publics ainsi que la décarbonation du tourisme et des transports. Pour ce faire, notre parti prend parti pour l'instauration d'un « fonds climat » visant à financer la transition énergétique et écologique de notre pays. Une taxe sur les voyages en jet privés permettrait également de financer la gratuité des transports publics.

Pour établir un système de santé solidaire

Nous sommes convaincu-es que tout le monde doit pouvoir avoir accès à une couverture médicale de qualité et accessible. Il faut réorienter le système de santé vers les besoins des gens à travers un financement socialement supportable. Les hôpitaux doivent être en mains publiques et la santé ne plus être un luxe.

La pandémie de coronavirus a mis en exergue les problèmes fondamentaux du système de santé : personnel sous pression, hôpitaux surchargés, approvisionnement en médicaments incertain, alors que l'industrie pharmaceutique a engendré d'immenses profits durant cette période, notamment grâce aux progrès scientifiques permis par la main publique et la recherche internationale. Cette hypocrisie doit cesser.

Les études montrent que les personnes socioéconomiquement défavorisées sont en moyenne en moins bonne santé, car plus souvent atteintes par des maladies et renonçant plus souvent à des soins en raison de leurs coûts. Leur espérance de vie est même plus basse que celle des personnes favorisées. C'est pourtant sur ces personnes que le poids des

primes d'assurance-maladie pèse le plus lourd, et ce sont elles qui rechignent le plus à se faire soigner, en raison de la franchise et de la participation aux frais ainsi que de leurs conditions de travail le plus souvent précaires. Notre système de santé est loin d'être gratuit, surtout pas pour les personnes à faible revenu ou travaillant dans des métiers pénibles.

Nous voulons :

- **Mettre en œuvre rapidement l'initiative sur les soins :** pour garantir la qualité des soins, il faut que les conditions de travail du personnel soignant s'améliorent. En ce sens, la mise en œuvre de l'initiative sur les soins infirmiers doit être rapide et forte. Nous devons enfin prendre soin de celles et ceux qui prennent soin de nous.
- **Créer une industrie pharmaceutique d'État :** les profits indécents de la pharma et sa situation quasi monopolistique doivent cesser. C'est grâce à la recherche, financée par l'État, que le développement de nouveaux médicaments peut se faire. Leur production doit être publique, afin d'en contrôler efficacement les prix et d'arrêter de faire du profit sur le dos de la santé des gens.
- **Instaurer une caisse maladie unique et publique :** l'accès aux soins ne devrait pas être dépendant du porte-monnaie, mais des besoins de chaque personne. Nous avons besoin d'une caisse maladie unique et publique, avec des primes liées au revenu. Une caisse d'assurance-maladie unique et publique orientée vers l'universalité et la couverture des prestations et non plus vers le profit et l'inefficacité du marché garantira l'accès aux soins pour toute la population tout en permettant de garder les coûts de la santé sous contrôle.
- **Lutter contre la pénurie de médecins :** il n'y a pas assez de médecins de famille en Suisse. Cela est particulièrement vrai dans les régions périphériques ou rurales. Nous voulons soutenir les réseaux de médecins et les cabinets de groupe, les hôpitaux régionaux et les services d'aide et de soins à domicile pour que tout le monde puisse avoir accès à des soins, partout. Il faut aussi une offensive en matière de formation, notamment en augmentant les places dans les universités, afin de lutter contre la fuite à l'étranger des jeunes souhaitant se former en médecine.
- **Agir en amont en matière de santé publique :** nous voulons renforcer la prévention, la régulation du système, établir une meilleure collaboration entre la Confédération et les cantons afin de maîtriser les coûts de la santé dans une perspective globale.

Nous nous engageons également pour :

- **Développer les services psychosociaux :** la santé mentale est régulièrement oubliée du débat politique. Nous devons développer les structures d'accueil, notamment pour les femmes victimes de violences domestiques et former davantage les personnels de soin et d'accueil à la compréhension et au respect de la parole des victimes. Il faut investir pour renforcer la place des infirmières scolaires pour détecter rapidement des situations de détresse chez les jeunes.
- **Renforcer l'OMS sur le plan institutionnel, financier et de l'indépendance :** l'OMS est une institution clef qui œuvre dans l'intérêt de la santé publique mondiale. Mais son financement et sa gouvernance actuelle ne permettent pas la mise en place d'une stratégie forte. La Suisse doit s'engager à l'international pour donner à l'OMS les moyens d'accomplir ses missions essentielles.

- **Mettre un terme à la privatisation des hôpitaux :** la transformation des hôpitaux publics et tout autre projet de privatisation des soins doivent être stoppés. Il faut renforcer les soins de base publics. Les institutions publiques doivent davantage être protégées de la concurrence faite par les institutions privées.
- **Revoir le modèle de financement des hôpitaux :** le nouveau financement hospitalier, lié aux forfaits par cas, a mené à une course aux profits pour les hôpitaux. Nous nous opposons à un « marché de la santé » sur lequel la concurrence est accrue, et demandons un système public de financement des soins fondé sur les besoins réels de la population en matière de santé.
- **Garantir l'accès aux infrastructures de soins par les transports publics :** se rendre dans les différentes structures de soins peut parfois être difficile. Nous nous engageons à faciliter et développer l'accès à ces structures en transports publics.

Pour créer un tourisme d'avenir

Les paysages, la culture et l'hospitalité font de notre pays une destination touristique privilégiée. D'une part, les touristes étrangers continuent à venir chez nous en nombre, d'autre part les citoyen·nes suisses profitent de plus en plus, depuis le COVID, de faire des vacances dans leur propre pays. Le canton du Valais est évidemment un des centres névralgiques de ce tourisme. Cependant, le Parti socialiste ne peut tolérer que les vacances et les sports liés au tourisme ne soient accessibles qu'aux plus riches ou encore que ce secteur continue à polluer excessivement.

Depuis plusieurs années, la Suisse et le Valais s'évertuent à se tourner vers une offre touristique 4 saisons. Le réchauffement climatique remet en cause notre manière de consommer nos loisirs et notre manière de voyager. Notre pays se doit d'être précurseur dans le domaine, par respect pour nos paysages et la biodiversité qu'offre notre territoire.

La mobilité est un enjeu de taille lorsque nous parlons de tourisme d'avenir. Notre pays doit mettre en place une forme de gratuité des transports publics afin d'opérer une réelle transition de la route vers le rail. De plus, les projets de liaisons câblées plaine-montagne doivent être soutenus afin d'offrir de vraies alternatives à la route dans les régions rurales.

Si l'écologie et la mobilité sont importantes, les conditions de travail des employé·es du secteur touristique le sont tout autant. Le Parti socialiste s'engage pour de meilleures conditions de travail afin que ce domaine puisse être conciliable avec une vie de famille épanouie. Nous sommes également d'avis que l'aide à la rénovation du parc hôtelier doit être augmentée.

Nous voulons :

- **Soutenir les projets de liaisons câblées plaine-montagne :** la mobilité est un enjeu majeur des années à venir. Pour le Valais, les projets de liaison par câble entre la plaine et la montagne sont un atout de poids, tant pour la population locale que pour le tourisme, qu'il convient de développer dans le respect des limites imposées par la préservation des espaces naturels.
- **Instaurer un programme d'aide pour l'accès au sport et à la culture :** certains sports coûtent plus cher que d'autres. Au Parti socialiste, nous pensons que toutes les

familles, même les plus modestes, doivent avoir accès au sport et à la culture. Nous proposons une aide de la Confédération pour favoriser l'accès à toutes les offres culturelles et sportives, pour tout le monde.

- **Mettre en place des conditions de travail dignes dans le domaine de l'hôtellerie-restauration :** il est primordial de rendre les emplois de l'hôtellerie-restauration attractifs. Trop d'emplois saisonniers sont sous-payés et ne permettent pas de subvenir aux besoins d'une famille. En ce sens, il faut augmenter massivement les salaires dans ce secteur d'activité.
- **Encourager l'agritourisme :** le tourisme au plus proche de la nature séduit de plus en plus. Ce type de tourisme est bien particulier, car il inclut des agriculteurs et des agricultrices n'ayant pas forcément les ressources (temps, argent...) pour investir afin de proposer des expériences touristiques et/ou de l'hébergement. Les aides doivent être renforcées afin de permettre à cette branche de dégager des revenus supplémentaires et de permettre le partage d'expérience de l'agriculture.

Nous nous engageons également pour :

- **Créer une aide financière de l'état pour la rénovation durable du parc hôtelier :** il est plus économique aujourd'hui de construire du neuf que de rénover, ce qui amène à un parc hôtelier suisse vieillissant où nombre d'établissements restent à l'abandon. Il est nécessaire de rendre les rénovations attractives, pour réduire le bétonnage de nos régions. Il faut augmenter l'aide proposée par la société suisse du crédit hôtelier.
- **Encourager la reprise d'établissements hôteliers :** l'hôtellerie est un domaine quasi inaccessible pour les locaux qui s'y intéressent. Les hôtels partent de plus en plus dans les mains de grands groupes étrangers. La Suisse doit donner les moyens à sa population de préserver son patrimoine dans ce domaine.
- **Financer la gratuité des transports publics en taxant les grands pollueurs :** se déplacer comme on le souhaite devrait être un droit de toutes et tous. Pourtant, alors que les plus riches peuvent aisément voyager en jets privés ou en hélicoptères, le réseau de transports publics peine à se développer et à être accessible aux personnes disposant de bas et moyens revenus. Cela est particulièrement vrai dans les régions périphériques. Nous voulons taxer correctement les moyens de transports les plus polluants, pour tendre à une décarbonisation de la mobilité, et rendre les transports publics accessibles et, à terme, gratuits. Cette gratuité permettra d'alléger les charges financières de la population tout en offrant une mobilité davantage respectueuse de l'environnement.
- **Développer les aides financières de la Confédération pour la promotion touristique :** la Confédération doit jouer son rôle de centralisation et de promotion de l'offre touristique et nous pouvons développer encore l'organe central qu'est Suisse Tourisme, tout en apportant une aide logistique aux petites destinations.

Pour lutter contre la crise climatique et garantir la sécurité de l'approvisionnement

La crise climatique et la sécurité d'approvisionnement énergétique constituent le plus grand défi de notre temps. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons le relever et y apporter les réponses nécessaires.

Il est grand temps de contrer le discours néolibéral qui accable les individus et ne parle jamais des multinationales ou de la finance. Aujourd'hui, il est devenu normal de pouvoir compenser son empreinte écologique lors d'achats en ligne en ajoutant quelques centimes aux produits que nous consommons. Pourtant, l'empreinte écologique des plus riches est incomparablement plus importante que celle des plus pauvres. Ce schéma se reproduit entre les pays. De la même manière, les grandes multinationales sont bien largement plus responsables de la crise climatique que les petites et moyennes entreprises. Il est grand temps d'engager des mesures fortes et globales pour combattre efficacement la crise.

Selon l'Office fédéral de la statistique, il faudrait près de trois planètes Terre pour fournir les ressources nécessaires si tout le monde vivait comme la population suisse. Et par ses activités économiques, notre pays est un acteur majeur de cette crise et a donc également sa part à faire pour lutter contre le changement climatique.

La guerre en Ukraine a également placé sur le devant de la scène politique la question de la sécurité d'approvisionnement. Notre dépendance au pétrole et au gaz doit cesser si nous voulons arrêter de dépendre d'oligarques et d'autocrates pour nous chauffer ou nous déplacer.

Des efforts collectifs sont plus que jamais nécessaires pour faire face à ces deux défis de notre temps.

Nous voulons :

- **Mettre en place un fonds pour le climat :** le Parti socialiste et la Jeunesse socialiste ont lancé une initiative pour un fonds climat, afin que la Suisse puisse investir publiquement et massivement dans le renouveau écologique du pays.
- **Créer une place financière tournée vers l'avenir :** il faut mettre un terme aux investissements désastreux de la finance suisse, et garantir un cadre financier qui permet d'investir dans l'avenir plutôt que dans la destruction de l'environnement. Une initiative fédérale est en cours de préparation à ce sujet. En la matière, la fortune du 2e pilier, d'environ 1 200 milliards, représente un potentiel énorme.
- **Renouveler le parc énergétique privé :** nous voulons soutenir les particuliers et les entreprises pour se tourner vers des sources d'énergie écologiques, à travers des programmes de remplacement des anciennes installations de chauffage ou d'aides à l'installation de panneaux solaires.
- **Aider l'agriculture à se transformer :** l'agriculture doit pouvoir se transformer. Cela ne sera pas possible en culpabilisant le monde paysan, mais en investissant dans sa transition vers des modes de production plus respectueux de l'environnement, sans aucune détérioration de leurs conditions de vie. En outre, nous nous engageons à faire pression sur les distributeurs (Coop, Migros...) afin qu'ils développent des modèles d'affaires permettant aux paysan-nes et agriculteur-trices de s'en sortir.

financièrement. Nous voulons également que toutes les chaînes de magasins en Suisse fassent bénéficier en premier lieu aux producteur-trices et consommateur-trices le développement du bio.

- **Rendre les transports publics gratuits :** tout le monde doit pouvoir se déplacer librement. Cependant, le transport individuel motorisé compte parmi les plus grandes sources d'émissions de gaz à effet de serre. Au cours des trente dernières années, les prix des transports publics ont augmenté deux fois plus que les coûts des transports individuels motorisés. Nous voulons décarboner la mobilité, en renforçant la mobilité douce, en rendant les transports publics gratuits et en développant les lignes régionales.
- **Accueillir les sites de production industriels potentiellement les plus dangereux :** avec sa législation en matière de protection de l'environnement et de protection de la santé des salarié-es, la Suisse est le pays au monde où de telles industries peuvent se développer tout en minimisant les risques en matière d'environnement et de santé du personnel. Nous devons saisir cette opportunité pour développer la place industrielle suisse.

Nous nous engageons également pour :

- **Obliger le solaire pour les grands toits et les nouvelles constructions :** plutôt que de se précipiter dans des projets de parcs solaires en pleine nature, nous voulons recouvrir le bâti existant de panneaux solaires.
- **Développer l'énergie hydroélectrique :** le rehaussement de certains barrages et la construction de nouvelles installations permettraient d'agrandir durablement notre production d'énergies renouvelables.
- **Remettre les forces hydrauliques en mains publiques :** pour que l'intérêt public prévale dans la production d'énergie et afin de garantir que les investissements nécessaires à la modernisation et l'optimisation des infrastructures soient faits rapidement, nous devons renationaliser l'ensemble des forces hydrauliques du pays.
- **Rendre les marchés publics responsables :** les adjudications de marchés publics doivent se faire selon des critères responsables et de transparence renforcés, qui permettent le soutien aux entreprises locales, intégrantes et formatrices qui respectent les CCT.
- **Mettre sur pied des nouvelles formations permettant d'accompagner la transition écologique :** à ce jour, nous manquons de personnel qualifié dans les métiers nécessaires à assurer la transition écologique. Ce déficit doit être comblé rapidement par la création de filières de formation.

NOUS PRENONS PARTI POUR UNE SOCIÉTÉ ÉGALITAIRE

Si des avancées majeures ont été réalisées en termes d'égalité dans les dernières décennies, la lutte contre les discriminations doit être poursuivie. Qu'elles se basent sur l'âge, l'origine sociale, la couleur de peau, la religion, le genre, l'orientation sexuelle ou encore la situation de handicap, les discriminations doivent être combattues dans toutes les sphères de la société, y compris dans les arènes politiques et dans l'administration.

Malgré une attention médiatique accrue et quelques belles avancées portées par la gauche, notamment l'extension de la norme pénale antiraciste aux discriminations basées sur l'orientation sexuelle, la Suisse et le Valais sont encore à la traîne en matière de lutte contre les discriminations. L'acceptation si tardive du mariage pour toutes et tous en est une preuve. Les pouvoirs publics peinent à mettre en place des propositions concrètes pour lutter efficacement contre les discriminations et à apporter le soutien nécessaire aux victimes. Il en résulte que ces dernières ne savent plus vers qui se tourner et n'osent parfois pas parler de leur vécu. Ainsi, les discriminations sont invisibilisées et ignorées. Cette situation n'est pas tenable ; le monde politique doit pouvoir garantir à chacune et chacun la possibilité de s'épanouir dans le respect et la dignité, à l'abri de toute forme de discrimination. Nous voulons également renforcer la prévention contre la violence domestique ainsi que le soutien aux victimes.

Au-delà des mesures permettant de prévenir et de lutter contre toute forme de violence, nous proposons également des solutions applicables pour la conciliation de la vie familiale et professionnelle, pour une plus grande justice économique, pour une meilleure intégration des senior-es, des personnes issues de l'immigration, ou encore des personnes en situation de handicap.

Pour garantir l'égalité entre les genres

Grâce aux mouvements féministes, les mœurs évoluent au sein de notre société. Toutefois, ces progrès sont loin d'être suffisants et les changements qu'ils induisent sont extrêmement lents. Pour preuve, la loi sur l'égalité est entrée en vigueur en 1996 et pourtant, à ce jour, les femmes continuent de gagner près de 20 % de salaire de moins que les hommes ; elles assument également la majeure partie du travail domestique, sont majoritaires dans les postes précaires et minoritaires dans les emplois à hauts revenus ou considérés comme prestigieux.

Nous pouvons et devons garantir une représentation équilibrée dans l'administration et les organisations subventionnées par l'État, mais également agir en matière de protection salariale des femmes. Le monde politique doit également soutenir les familles et leur permettre une meilleure conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, notamment en développant les emplois à temps partiel.

Le Parti socialiste prend parti pour une société débarrassée de toute forme de violence. Dans ce cadre, la lutte contre les violences domestiques reste une priorité pour notre parti. Nous voulons un meilleur accompagnement pour les victimes ainsi que plus de suivi pour les auteur-trices.

Nous voulons :

- **Mettre en place une représentation équilibrée :** nous nous battons pour garantir une représentation équilibrée femmes-hommes dans l'administration et les organisations soutenues par la Confédération. Des objectifs doivent également être fixés pour le privé.
- **Mieux protéger les salaires :** nous exigeons une révision rapide de la loi sur l'égalité salariale qui impose des contrôles à l'ensemble des entreprises et qui contienne des sanctions en cas de non-respect de l'égalité salariale. Nous voulons la mise en place d'une protection salariale efficace pour les femmes, notamment en renforçant la mise en œuvre de la Charte pour l'égalité salariale dans le secteur public et en l'appliquant également aux entreprises subventionnées.
- **Permettre de mieux concilier la vie familiale et la vie professionnelle :** nous voulons instaurer un congé parental de 8 semaines supplémentaires et d'une meilleure protection contre la discrimination pour les jeunes parents, ainsi que des conditions-cadres permettant un plus grand nombre d'emplois à temps partiel — en particulier pour les pères. Le programme de la Confédération doit être soutenu, et se décliner dans une action conjointe entre elle et les cantons et les communes, afin d'éviter leur désengagement.
- **Renforcer les mesures contre la violence domestique :** nous demandons plus de place d'hébergement et d'accompagnement des victimes et des enfants, notamment en urgence, mais également un meilleur suivi des auteurs et des formations plus poussées pour les acteurs du terrain. La police doit aussi se doter de dispositifs de signalement plus appropriés et former davantage ses effectifs au respect et à l'accompagnement des victimes.

Nous nous engageons également pour :

- **Créer une Loi sur l'indemnité forfaitaire pour les proches aidant-es :** une reconnaissance de la prise en charge des proches permet de valoriser un travail invisible, accompli en majeure partie par des femmes, et pourtant d'une importance capitale pour le bon fonctionnement de notre société.
- **Renforcer les moyens du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes :** élargir sa mission en intégrant les problématiques d'homophobie et transphobie et en créant un observatoire des inégalités et des discriminations pour avoir des données fiables sur les discriminations. Ce renforcement s'applique à toutes les institutions étatiques actives dans ce domaine.
- **Reconnaître le travail de care à sa juste valeur :** les activités de soins et de garde non rémunérées, majoritairement effectuées par des femmes, doivent être reconnues par les entreprises, la société et la politique sociale. Alors qu'il apporte une contribution essentielle à l'économie et à la population, il est synonyme de conséquences négatives pour la carrière et la protection sociale des personnes qui le fournissent.

Pour une fiscalité plus solidaire

La prospérité d'un pays peut se mesurer à la hauteur de sa capacité à répondre aux différents défis que l'avenir lui réserve. En Suisse, la perte de pouvoir d'achat, les influences néfastes de la crise climatique ou encore le renforcement de la démocratie sont des défis clairs et des chantiers titanesques qui se présentent à notre collectivité. Pour y répondre, des politiques publiques de grande envergure doivent être mises en place, et une meilleure répartition des richesses produites doit être appliquée.

Cela nécessite évidemment des moyens conséquents. À celles et ceux qui demandent, mais comment financer tout ça ? Où trouver l'argent ? La réponse est limpide : là où il se trouve. Les immenses profits des grandes entreprises doivent enfin être correctement taxés. Les politiques de baisses d'impôts généralisées pour les plus aisés doivent être stoppées. La justice fiscale doit être garantie et renforcée, la concurrence fiscale intercantonale doit être combattue, les grandes fortunes doivent être imposées correctement. En d'autres mots : de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins.

La fiscalité est un outil puissant au regard de ses deux impératifs, à la fois outil redistributif et renforçant la capacité des collectivités publiques à réagir à ces différents défis.

Nous voulons :

- **Renforcer la progressivité de l'impôt :** les plus riches doivent participer à hauteur de leurs moyens et l'imposition ne doit pas être une source de précarité pour les classes moyennes et populaires. Nous voulons rendre l'impôt encore plus solidaire.
- **Lutter efficacement contre la fraude fiscale :** la mise en place d'outils de répression féroce et de tolérance zéro contre les fraudeurs fiscaux fortunés et l'évasion fiscale des grandes entreprises est une nécessité absolue. La Suisse doit s'engager plus fortement à l'international pour lutter contre cette criminalité planétaire.
- **Imposer correctement les grandes entreprises et les multinationales :** cette imposition doit être harmonisée pour que les cantons n'aient plus à jouer le jeu de la concurrence fiscale. Nous soutenons également un seuil d'imposition minimum au niveau international qui soit correct et dont les recettes supplémentaires soient reversées à la population sur place.
- **Supprimer les forfaits fiscaux :** cette forme de taxation permet aux personnes les plus riches de fuir leurs responsabilités en désertant leur pays. La Suisse n'a pas à les abriter.

Nous nous engageons également pour :

- **Imposer le capital de manière juste :** l'impôt sur la fortune, l'héritage et les revenus du capital doit être développé et étendu, de manière solidaire. L'argent ne travaille pas — nous, oui. Il est en ce sens injuste que celles et ceux qui laissent leur argent fructifier ou qui héritent de grandes fortunes soient moins fortement taxés que celles et ceux qui travaillent.
- **Harmoniser les systèmes fiscaux cantonaux en Suisse :** la concurrence fiscale intercantonale crée une course à la sous-enchère fiscale qui grève les caisses publiques depuis trop longtemps. Pour lutter contre la paupérisation des cantons

périphériques et la fraude fiscale, nous voulons harmoniser les systèmes fiscaux cantonaux.

- **Mettre un terme à la course à l'optimisation fiscale dans le 2e et 3e piliers :** la majorité de droite du Parlement met régulièrement sur la table des projets visant à élargir le cercle et les instruments d'optimisation fiscale des 2e et 3e piliers. Ces mesures sont indécentes, et participent à la destruction de la solidarité dans la prévoyance tout en grevant les caisses. Nous nous opposons fermement à cela.
- **Tenir les profiteurs responsables :** la mise en place d'une taxation des profiteurs, les ultra-riches, des crises climatiques, sociales et sanitaires pour répondre par des politiques publiques ambitieuses aux différents défis qu'elles engendrent.

Pour mettre fin à toutes les discriminations

Actuellement, près de 82 000 personnes au bénéfice d'un permis de séjour ou d'établissement vivent en Valais. Elles représentent le 23 % de la population cantonale. Le 80 % des étrangères et étrangers domicilié-es en Valais sont des travailleuses et travailleurs ressortissant-es de l'Union européenne.

L'immigration de personnes en âge de travailler est indispensable, car elle contribue à l'essor économique, au financement des assurances sociales, à l'essor culturel et à l'équilibre de la pyramide des âges. Parallèlement, il est nécessaire que ces personnes puissent s'intégrer dans notre pays et s'y installer durablement, sans craindre la révocation de leur permis de séjour et l'expulsion à chaque changement d'emploi ou aléa de la vie (chômage, maladie, séparation, etc.).

L'intégration des personnes migrantes est le produit d'un processus réciproque. Elle implique l'engagement, la tolérance et des concessions de la population étrangère comme de la population locale. Elle est la clé de notre état de droit, de la cohésion sociale et de la suppression des discriminations basées sur l'origine.

La législation actuelle gérant la migration ne tient pas assez compte des changements involontaires d'emploi, des formes changeantes de vie en commun avec des partenaires et des enfants, de la nécessité de devoir prendre en charge ses parents ou encore de la précarisation des conditions de travail pour un nombre croissant de personnes.

La Suisse est une terre d'immigration et va le rester. La migration est une chance pour notre économie et doit contribuer au bien-être de toute la population. Elle comporte cependant également des risques à ne pas négliger, comme par exemple le dumping salarial et social, la traite d'êtres humains, la recherche de boucs émissaires, etc. C'est pourquoi le PS prend parti pour une politique active en matière de migration basée sur la dignité humaine et un ordre social inclusif, qui fasse en sorte que la migration contribue à l'émancipation des personnes, au développement social et à la compréhension mutuelle.

Nous voulons :

- **Garantir un accueil humain :** Il faut évaluer rapidement et de manière plus humaine, l'octroi ou le renouvellement des permis L, B ou C, ainsi que les demandes de permis B à titre humanitaire.

- **Intégrer les normes antidiscriminatoires dans le droit civil :** actuellement, seul le droit pénal punit les crimes à caractère raciste et discriminatoire. Cela exclut de facto tous les autres aspects de la vie civile dans lesquels les citoyen-nes peuvent subir des discriminations. Il n'est par exemple pas illégal de refuser un bail d'appartement ou un emploi sur des critères raciaux ou religieux. Une personne ayant un nom de famille étranger doit en moyenne et selon des études effectuées en Suisse, postuler entre 20 et 40 % de plus qu'une personne ayant un nom suisse. Cette acceptation du racisme ordinaire ne permet pas l'intégration des nombreuses personnes ayant un passé migratoire et tend à les précariser.
- **Intégrer de manière solidaire :** Il faut soutenir et financer l'accès aux mesures d'intégration et d'insertion à tous les groupes de personnes migrantes sans distinction du type de permis.
- **Donner le droit de vote aux étrangers-ères :** donner le droit de vote aux personnes migrantes au bénéfice d'une autorisation d'établissement au niveau communal et cantonal signifie une meilleure participation démocratique et une meilleure intégration locale.
- **Faciliter les naturalisations :** les procédures sont longues, bureaucratiques et fastidieuses. Il faut les raccourcir, les simplifier et les unifier au niveau national pour permettre aux nouveaux citoyen-nes de s'intégrer rapidement.

Nous nous engageons également pour :

- **En finir avec la criminalisation de la pauvreté :** aujourd'hui, des personnes vivant en Suisse depuis plus de 10 ans risquent l'expulsion si elles ont recours à l'aide sociale. Cela a pour conséquence que bien souvent, des personnes précarisées doivent délibérément choisir de le rester, pour ne pas courir le risque d'être renvoyées. Cette situation intolérable doit absolument changer.
- **Reconnaître les diplômes étrangers :** avoir terminé sa formation dans un autre pays ne signifie pas que les compétences acquises sont moindres. Faciliter la reconnaissance des diplômes étrangers permettra également de pallier le manque de main-d'œuvre qualifiée que nous subissons.
- **Créer une loi spécifique contre les discriminations :** la lutte contre les discriminations dépend aujourd'hui de nombreuses bases légales différentes. Nous voulons qu'une loi spécifique en la matière soit créée.
- **Permettre aux syndicats et aux associations concernées d'engager des actions en justice :** l'accès à la justice pour les personnes victimes de discriminations est compliqué. Beaucoup ont peur des conséquences potentielles. Nous voulons que les syndicats et associations concernées puissent engager des actions en justice au nom des personnes qu'ils ou elles représentent.
- **Assurer à toutes et à tous le droit de vivre librement leur culture :** le droit de pratiquer sa culture est un droit qui doit être garanti. Intégrer ne signifie pas effacer son passé culturel, comme c'est encore trop souvent la volonté des stratégies d'intégration actuelles.

Pour donner une place à toutes et tous

Notre société doit être solidaire et faire en sorte que chacune et chacun puissent mener une vie décente. Tout le monde mérite un avenir prometteur, peu importe son origine, son statut social, son âge ou encore son état de santé. Les personnes les plus vulnérables de notre société méritent notre attention et notre soutien. Le Parti socialiste prend parti pour que nous prenions soin de nos aîné-es ainsi que des personnes vulnérables afin que celles-ci puissent vivre avec dignité et sans difficulté.

Nous croyons fermement que le lien social et l'accès aux services publics sont également prioritaires pour cette population, comme pour toutes et tous. Une stratégie globale pour éviter l'isolement et la précarisation de ces populations est indispensable. Cela doit se faire dans tous les aspects de la vie, ainsi que par des investissements importants dans les technologies de soutien, les moyens de transport et dans les programmes de soutien social.

Le Parti socialiste s'engage également pour la reconnaissance et le soutien des proches aidants, qui accomplissent un travail crucial pour les personnes qu'ils aident. C'est pourquoi nous prôtons un système de soins à domicile performant et accessible pour les senior-es et les personnes dépendantes, ainsi qu'une compensation à justes valeurs pour les proches aidants.

Nous croyons en une société inclusive où chacun peut réaliser son potentiel, et c'est pourquoi nous proposons un programme politique qui ne laisse personne sur le côté.

Nous voulons :

- **Lutter contre la précarisation de l'accès au logement pour les senior-es :** après avoir travaillé toute une vie, il doit être possible de vivre dignement, dans un logement convenable. Nous luttons pour une politique d'acquisition de logements protégés à prix abordables. La Confédération doit également donner un nouvel élan pour une stratégie nationale en matière de logement pour les personnes âgées ou en situation de handicap, afin de renforcer les soins et soutiens à domicile.
- **Encourager la participation communautaire des senior-es :** nous voulons donner accès à des activités et des opportunités qui renforcent les liens sociaux des senior-es, ainsi que leur bien-être, tout en profitant à l'ensemble de la société. La retraite ne doit pas être vue comme la fin de la vie, mais comme une nouvelle vie.
- **Former et soutenir les proches aidants :** les proches aidants peuvent souffrir de stress et d'épuisement. Nous devons leur offrir des programmes de formation et de soutien psychologique afin de les aider à faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.
- **Accompagner tout au long de la vie :** le départ à la retraite, le passage à la vie d'adulte, le chômage, il existe nombre de situations qui peuvent changer radicalement le cours de vie des individus. Nous voulons mettre en place de solutions centralisées pour l'écoute et l'accompagnement face à ces grands changements pour toutes les personnes qui en ont besoin.

Nous nous engageons également pour :

- **Développer le maintien à domicile :** nous voulons permettre aux senior-es et aux personnes dépendantes qui le désirent de rester chez eux le plus longtemps possible. Pour ce faire, nous voulons investir dans les soins à domicile ainsi que les services d'aide à la vie quotidienne pour les personnes âgées ou dépendantes. Nous demandons que l'État subventionne les transformations des lieux de vie des aîné-es afin de leur garantir un cadre de vie sécurisé et de faciliter le maintien à domicile.
- **Garantir et améliorer l'accessibilité aux services de transport :** pour les personnes âgées ainsi que les personnes à mobilité réduite, se déplacer peut parfois être compliqué. Afin de leur permettre de se déplacer en toute sécurité et avec facilité, nous voulons renforcer l'offre de services de transports spécifiques.
- **Lutter contre la solitude et l'isolement des senior-es :** trop d'aîné-es tombent dans la solitude. Nous voulons développer les offres d'animation en EMS, et encourager les projets d'échange interculturels et intergénérationnels afin de renforcer de la cohésion sociale.
- **Développer les formations et formations continues :** le nombre de chômeuses âgées de plus de 55 ans est en augmentation. Il faut des formations dédiées aux travailleurs âgés afin de perfectionner leurs compétences, et des mesures d'adaptation en milieu de travail.
- **Maintenir les guichets physiques :** tout le monde n'est pas égal face à l'informatique et à la numérisation. Si celle-ci est une chance qu'il faut saisir et encadrer, nous nous engageons pour le maintien des services physiques dans le domaine postal, administratif ou bancaire.